

« L'aller vers » dans la culture, des pratiques et dispositifs à renouveler

Longtemps, les élus locaux ont compté sur les politiques tarifaires pour toucher les publics éloignés de la culture d'un point de vue social ou éducatif. Mais la gratuité ne suffit pas... ou plus, constatent-ils unanimement aujourd'hui. Tour d'horizon de leurs préconisations pour innover en matière de démocratie culturelle.

1 CONCERTER LA POPULATION

En matière de culture, la concertation avec les habitants en amont de la conception d'une politique permet de dessiner l'identité d'un territoire, de connaître les désirs du public, et de le rapprocher de l'offre. La Haute-Garonne a lancé une telle consultation dès 2017. « Pendant huit mois, nous sommes allés sur les marchés, devant les sorties du métro, nous avons organisé des réunions publiques. Nous avons fait entendre aux professionnels de la culture ce dont les gens avaient envie. Nous avons fait élire un jury citoyen qui a rédigé un rapport. J'en résumerais l'idée principale ainsi : faire culture ensemble », témoigne Anne Boyer, vice-présidente déléguée à la culture. Plus récemment, en 2023, la ville de Malakoff a également organisé une large consultation de la population. Résultats : 180 fiches idées et neuf axes de réflexion afin de nourrir sa politique culturelle.

2 DÉCLOISONNER LES SERVICES EN INTERNE

La culture n'est pas monolithique. Ses actions peuvent s'adresser aux 0-3 ans, aux 3-12 ans, aux 15-25 ans, aux

personnes précaires, aux seniors. Aussi, les services des collectivités sont amenés à travailler ensemble. Il convient de coécrire les projets entre la direction de la culture et celles de la petite enfance, de la jeunesse, des solidarités. À titre d'exemple, la métropole de Lyon a mis en place un dispositif commun entre le service « action culturelle et pratiques artistiques », et la protection maternelle et infantile. « À travers la PMI, nous avons testé la remise de livres à des parents de très jeunes enfants. L'accès à la lecture dès le plus jeune âge n'est pas anecdotique. Il faut décloisonner les services et miser sur la transversalité », estime Cédric Van Styvendael, vice-président chargé de la politique culturelle.

3 ŒUVRER DÈS LE PLUS JEUNE ÂGE

L'accès à la culture des plus petits revêt plusieurs enjeux : ce n'est pas seulement investir dans l'avenir, car ce sont les futurs lecteurs, spectateurs ou auditeurs, c'est aussi toucher leurs parents, leurs grands-parents. L'éducation artistique et culturelle (EAC) est une des pierres angulaires de la démocratie culturelle. « Nous offrons à tous les enfants qui rentrent en CP une carte de bibliothèque, une

jolie petite carte avec une illustration. Elle leur est adressée nominativement par un courrier qui les invite à venir en bibliothèque », relate Alexie Lorca, vice-présidente de la communauté d'agglomération Est ensemble, chargé de la culture et de l'éducation populaire. À Marseille, la philosophie est la même. « Nous menons des actions culturelles en direction des enfants des écoles primaires, dont nous avons la compétence, mais aussi au niveau des crèches. Nous amenons des bébés de crèche dans les musées, dans les bibliothèques. Cela permet d'encourager l'éveil à la lecture, au langage, bref, l'éveil des sens », affirme Jean-Marc Coppola, adjoint au maire chargé de la culture.

4 NOUER DES PARTENARIATS EXTERNES

Les premiers partenaires externes des services culturels, ce sont les établissements scolaires, pour élaborer précisément les parcours d'EAC. Mais pour atteindre des publics éloignés de l'offre, il convient de nouer des partenariats étroits avec tous les acteurs du territoire, les associations, les centres sociaux. « Les collègues des équipements culturels, nos bibliothèques, nos cinémas, nos conservatoires, sont invités à se tourner en priorité vers

SUR LE WEB

■ « Fiche kezaco - Mieux intégrer la culture à l'accompagnement social », Fnars, 2024.
tinyurl.com/43r53zp4

■ A la recherche des droits culturels », note de Terra Nova, mars 2024.
tinyurl.com/h7pm9yub

des partenaires du champ social, du champ éducatif, c'est-à-dire les centres sociaux des quartiers et les associations. Les publics qui ne se rendent pas d'eux-mêmes à la bibliothèque vont y aller avec un partenaire. C'est un travail de maillage avec les écoles, les associations intervenant dans le champ de l'insertion professionnelle, les ateliers sociolinguistiques. Ceux qui y apprennent le français seront ensuite accompagnés par leur atelier dans la bibliothèque pour y découvrir la multiplicité des propositions faites», témoigne Alexie Lorca. Pour approfondir cette collaboration, les services de la collectivité peuvent co-écrire des projets avec ces acteurs du territoire, qui connaissent parfaitement leurs publics.

5 SORTIR DES MURS

«Sortir des murs des établissements permet aussi d'élargir l'accès à la culture. Nous avons challengé nos établissements sur ce sujet», confie Cédric Van Styvendael à Lyon. Le Musée des confluences a ainsi créé «Les cabanes à histoires». Installées dans une mairie, dans une gare, dans un hôpital, ces cabanes offrent une plongée sonore dans une histoire à partir d'un objet emblématique de sa collection : un os de baleine, l'armure japonaise de samouraï, une chouette effraie, une amulette irisée, etc.

La ville de Marseille fait, elle, de «l'aller vers» grâce à l'association Culture du cœur 13, qu'elle finance. «Elle mène des actions en direction des personnes hospitalisées dans les hôpitaux publics, dans les établissements pour personnes âgées (Ehpad), mais aussi au centre pénitentiaire des Baumettes», détaille

Jean-Marc Coppola. Il cite un autre exemple : l'association Acelem qui «déploie de petites bibliothèques dans la rue ou les centres sociaux».

6 CASSER LES CODES

«On nous rabâche à longueur de journée que les jeunes des quartiers n'aiment pas lire. Mais la littérature s'est construite une image assez bourgeoise et s'est de facto éloignée d'une partie de la population. C'est pour cela que nous avons créé le Festival des littératures urbaines, qui propose nouvelle offre littéraire avec des auteurs et autrices originaires des quartiers populaires, qui sont lus par leurs habitants», confie Mehdi El Afani, cofondateur du festival.

Cédric Van Styvendael est également partisan de cette idée de ne pas hiérarchiser les cultures : «Il faut casser les codes pour reconnaître tout le monde dans son identité culturelle». Chaque année, une troupe éphémère voit le jour au Théâtre national populaire (TNP) de Villeurbanne. Des acteurs amateurs, dirigés par des professionnels, créent un spectacle qu'ils présentent au cœur de la saison. Toujours dans le Grand Lyon, le fameux défilé de la Biennale de danse intègre des artistes amateurs. «Il faut sortir de l'opposition entre la question de l'excellence et celle de l'accès de la culture pour tous», conclut l' élu.

7 DÉVELOPPER LA PRATIQUE ARTISTIQUE

La pratique artistique s'avère l'une des clés pour atteindre des publics éloignés. Les personnes ont envie de toucher elles-mêmes le secret de la naissance de l'art.

C'est une façon de se l'approprier et d'en être moins impressionné. Jean-Marc Coppola évoque l'exposition «L'Usine de films amateurs» de Michel Gondry, en 2024-2025, au château de La Buzine, que la ville a repris en régie. «C'était un ensemble de décors et de machineries qui permettaient aux gens de venir et de tourner leur propre film. Il y a eu des familles, des groupes scolaires... 16 000 visiteurs qui ont réalisé 713 films.»

Les résidences d'artistes prennent là tout leur sens. A Est ensemble, la chanteuse Angélique Kidjo a travaillé avec 500 enfants de la Cité des marmots pendant un an, dans le cadre du festival Villes des musiques du monde. «Ensuite, ils se sont produits avec l'orchestre symphonique au théâtre du Châtelet. Des familles, qui n'auraient jamais osé en franchir les portes, sont venues, et c'était un moment de magie», se souvient Alexie Lorca. Ce type d'opération participe de la démocratie culturelle : ouvrir les portes d'équipements prestigieux à toutes les cultures, à tous les artistes, petits et grands, professionnels ou amateurs.

8 DÉCLOISONNER LES LIEUX CULTURELS

En Haute-Garonne, le jury citoyen avait exprimé vivement le besoin de décroiser les lieux culturels, de les transformer en lieux de vie. Il avait proposé de créer un label «Comme à la maison» qui permettrait d'identifier les lieux et espaces culturels où on se sent bien, où on aime passer du temps en famille et entre amis. Depuis, une quarantaine de lieux ont été labellisés. Voir l'équipement comme un espace de vie, c'est une des

pistes pour élargir l'accès à l'offre. D'ailleurs, le ministère de la Culture préconise de travailler sur l'accueil, de former les professionnels à l'hospitalité. «Dans nos bibliothèques, on improvise des goûters, on propose des soirées déguisement en fonction du personnage d'un livre. C'est parce que les personnes sont bien accueillies, qu'elles ont mis un visage sur un bibliothécaire, qu'elles ont compris qu'il ne fallait pas nécessairement savoir lire, être cultivé, être bon à l'école pour aller dans une bibliothèque, qu'elles vont revenir», estime Alexie Lorca.

9 RENOUVELER LES PUBLICS

La médiation culturelle facilite certes l'approche d'un musée, d'une œuvre, mais elle ne permet plus de renouveler les publics. Un élément fédérateur peut être de s'inscrire dans un des grands événements nationaux, comme Le Printemps des poètes ou la Semaine de la langue française et de la francophonie.

Mais c'est davantage le numérique qui a changé la donne avec de jeunes influenceurs qui recommandent un livre ou un spectacle sur les réseaux sociaux. Ils touchent particulièrement les jeunes, en créant une médiation culturelle entre pairs. Les collectivités peuvent les identifier, monter des projets avec eux, présenter par exemple le livre préféré d'un influenceur dans une bibliothèque.

Selon le ministère de la Culture, le public qui se rend dans un espace culturel, a de plus en plus envie de vivre une expérience. Les équipements peuvent donc aussi se renouveler en organisant en leur sein des jeux, comme une chasse au trésor ou un «escape game». Rouja Lazarova